Comité d'Entreprise Européen

Du 3 décembre 2015 :

EDF, LA GRANDE MIGRATION …

EDF déclare que l'Europe n'est plus un atout pour développer ses activités et savoir-faire !

Comme nous le pressentions, la situation financière du groupe est passée du niveau préoccupant au niveau catastrophique. Pour y remédier nos dirigeants ambitionnent désormais **UN DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL AU DETRIMENT DE L'EUROPE, FRANCE Y COMPRIS**.

L'objectif est d'augmenter la croissance du groupe hors Europe de manière significative.

Les pays européens dans lesquels le groupe est implanté n'auraient plus suffisamment de potentiel ! Pourtant à ce jour aucune de ces entreprises n'affiche de déficit …

Parallèlement, EDF doit absorber des engagements financiers colossaux et incompressibles :

- L'EPR de Flamanville devait coûter à l'origine 3,3 Milliards d'€ : Aujourd'hui alors que la centrale n'est toujours pas achevée, l'enveloppe s'élève à 10,5 Milliards !
- Environ 1,7 Milliards d'€ pour le rachat d'AREVA NP en 2016.
- Grand carénage : 55 Milliards d'€ sur 10 ans.
- Financement du nouveau nucléaire.
- Compensation de la perte importante des clients à Commerce.
- Financement du démantèlement des centrales nucléaires.
- Montant du versement des dividendes en augmentation malgré l'endettement qui explose.
- Hinkley Point C (projet EPR Grande-Bretagne) : EDF espérait que la chine allait financer à hauteur de 40 % mais elle ne restera qu'à 1/3 du montant total, Areva se retire du projet (-10%). Aujourd'hui, le coût total du projet HPC correspond à 12 % du total des actifs d'EDF !

S'y ajoute une volonté de Bruxelles et du gouvernement français de casser le modèle EDF :

- Injonction de Bruxelles qui interdit EDF de candidater dans le cadre du renouvellement des contrats de concessions hydrauliques.
- Condamnation récente du groupe à verser 1,3 Milliards d'€ à l'état français pour des faits datant de 1998.
- Volonté de vendre le RTE.

- Loi de transition énergétique imposant la fermeture anticipée des centrales nucléaires.

La machine à récupérer du cash est déjà en route … !

- **LE PROJET CAP 2030 : NE VOUS LEURREZ PAS**, ce n'est ni plus ni moins la mise en œuvre de la nouvelle stratégie du groupe EDF : **UN GRAND PROJET DE DESTRUCTURATION DE L'ENTREPRISE QUI AURA POUR CONSEQUENCES DES CESSIONS D'ACTIFS, ET DES OUVERTURES DE CAPITAL DE CERTAINES FILIALES, EN FRANCE Y COMPRIS.**
- En Hongrie, la cession de BERT se conclue, celle de DEMASZ est imminente. La direction d'EDF refuse d'accorder des compensations financières aux salariés dans le cadre des négociations avec les potentiels repreneurs. D'ores et déjà, nous savons que les niveaux de garanties en vigueur dans les futures sociétés se traduiraient pour les salariés par une baisse importante de leur pouvoir d'achat.
- EDF annonce sa volonté de se retirer de la production de charbon : c'est la **FIN ANNONCEE DES CENTRALES THERMIQUES A FLAMME** en France et en Pologne notamment.
- Chez DALKIA, et sa filiale « DALKIA Infrastructures et Télécommunications », 1 an après leur entrée dans le groupe EDF **UN P.S.E (« PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI » = TERME ETATIQUE POUR DESIGNER UN PLAN DE LICENCIEMENT DEGUISE …) A ETE DECLENCHE CE 2 DECEMBRE : 180 LICENCIEMENTS POTENTIELS SONT ANNONCES !**

Dans ce contexte de contraintes politiques et financières, le choix est clairement affiché de faire de l'emploi et des garanties collectives les premières variables d'ajustement.

Sans réaction dès aujourd'hui des salariés et de leurs représentants, nous pouvons nous attendre à voir se multiplier les annonces régressives partout dans les entreprises et filiales du groupe EDF !

Suppressions d'emplois, cessions, mutualisations, remises en cause du niveau des garanties collectives vont durablement occuper l'actualité du groupe ; **APRES L'HYDRAULIQUE, LE COMMERCE, DALKIA, LE THF, FESSENHEIM, …. A QUI LE TOUR ?**

POUR L'EMPLOI ET LES SALAIRES, POUR REGAGNER UNE VERITABLE JUSTICE SOCIALE : RENTRONS EN RESISTANCE ET AGISSONS !

PARTOUT DANS LES ENTREPRISES DU GROUPE EDF, SOYONS SOLIDAIRES !